

Le groupe de Bilderberg

(<http://users.skynet.be/apocalypsenow/bilderberg.html>)

Il n'existe aucun site (et à fortiori aucun magazine, rapports, etc.) officiel, aucune information officielle à part le lieu, la date et le nom de certains des membres qui participent à la réunion de l'année. Tout est informel et secret. Néanmoins, il existe un site très bien fait et renseigné qui essaye de découvrir ce qui se trame lors des réunions de ce groupe très/trop secret : <http://bilderberg.org/>

Walther Rathenau (1867-1922) écrivait déjà dans le journal autrichien Wiener Freie Presse du 24 décembre 1912 : « *Trois cents hommes, dont chacun connaît tous les autres, gouvernent les destinées du continent européen et choisissent leurs successeurs dans leur entourage* ». Et Disraëli (1804-1881), de renchérir dans « Coningsby » : « *Le monde est gouverné par de tout autres personnages que ne se l'imaginent ceux dont l'œil ne plonge pas dans les coulisses* ».

Depuis, les choses n'ont guère changé. Trois groupes, dont l'existence est connue, sauf bien sûr du grand public, mais dont les buts réels et les stratégies sont soigneusement tenus secrets en dépit de quelques fuites, sont les maîtres d'œuvre d'une transformation radicale de la géopolitique mondiale : Le groupe Bilderberg créé en 1954 qui compte 120 participants environ, la commission Trilatérale, qui œuvre depuis 1972 et qui en compte 300, et le CFR (Council on Foreign Relations) composé de 2700 américains, qui a été créé le premier en 1927. Le lien entre ces trois organisations est un homme qui y tient un rôle prépondérant : le banquier (-) David Rockefeller, sans conteste l'un des hommes, si pas le plus puissant et le plus influent de la planète. Il a néanmoins laissé échapper quelques phrases qui nous permettent de découvrir ce qui se trame derrière ces organisations : l'établissement d'un gouvernement mondial totalitaire !

« *Quelque chose doit remplacer les gouvernements, et le pouvoir privé me semble l'entité adéquate pour le faire* ». (David Rockefeller dans *Newsweek International* du 1er février 1999.)

Et si la presse ne parle jamais de ces organisations, il nous dit pourquoi : « *Nous sommes reconnaissants envers le Washington Post, le New York Times, Time Magazine et d'autres grands journaux, leurs directeurs ayant participé à nos rencontres et ayant respecté la promesse de discrétion pendant près de 40 ans. Il nous aurait été impossible de développer notre Plan pour le Monde toutes ces années durant si les projecteurs avaient été braqués sur nos activités. Le Monde est maintenant plus sophistiqué et plus préparé à accepter un Gouvernement Mondial. La Souveraineté Supra-Nationale d'une Elite intellectuelle et de banquiers est sûrement préférable au principe d'Autodétermination Nationale des peuples, pratiquée tout au long de ces derniers siècles* ». David Rockefeller (Discours à la Commission Trilatérale en 1991).

Le groupe Bilderberg constitue, comme l'OTAN, et depuis sa création, l'influence la plus forte des Etats-Unis sur l'Europe. Un comité directeur (steering committee) composé d'Henry Kissinger, de David Rockefeller et d'un représentant choisi parmi les nations les plus puissantes, décide de l'ordre du jour pour chaque conférence et choisit les invités. Certains invités sont quasi permanents, les autres changent au fil des ans. Quatre-vingt pour cent environ des participants sont européens, les autres sont américains. Bien qu'il n'y ait aucun membre officiellement, les participants américains au groupe Bilderberg sont en général des membres du CFR, exclusivement américain, ou de la Trilatérale

Les conférences de ce groupe ont commencé en 1954 à l'hôtel Bilderberg qui lui a légué son nom, à l'initiative du Prince Bernhard des Pays-Bas, actionnaire principal de la très riche et très puissante Société Générale de Banque de Belgique, et ex-SS nazi, qui dûit démissionner en 1975 à la suite du scandale provoqué par l'affaire Lockheed. Sa fille, la Reine Béatrix, la femme la plus riche au monde, prend part à presque toutes les réunions. La Société Générale de Belgique, bien qu'elle ne soit pas la seule banque à faire partie du Bilderberg, est très bien représentée par la Reine Béatrix et Étienne Davignon, qui siège à la direction de cette banque, en plus d'occuper des postes prestigieux dans d'autres grandes sociétés et d'avoir été, un temps, Vice-Président de la Communauté Européenne. Bien qu'Henry Kissinger, George Robertson, Conrad Black, la Reine Beatrix des Pays-Bas, James Wolfenson et David Rockefeller soient présents aux conférences, le groupe Bilderberg prend donc grand soin de n'avoir aucune couverture médiatique. Les rencontres du Bilderberg, regroupent chaque année pendant trois jours les élites du monde entier. Ce qui est honteux, c'est le fait que les hôtels (les plus luxueux bien entendu) qui abritent le Bilderberg sont gardés par les services secrets des pays qui reçoivent les membres, MI6 et CIA en tête. Les plus grands organes de la presse mondiale participent aux réunions, sans en faire écho dans leurs journaux. Aucun rapport n'est écrit, toutes les communications se font oralement. Tous ceux, peu nombreux, qui ont laissé transpirer même l'information la plus anodine sur les travaux du groupe Bilderberg, ont été évincés. Ainsi, un groupe restreint appartenant à l'élite politique et financière mondiale, et composé de quelques dizaines d'individus seulement, en majeure partie américains, s'est organisé en caste toute puissante. Elle exerce une influence considérable sur le monde entier, au-delà des frontières géopolitiques, et contrôle les

gouvernements des états-nations de la planète, mettant depuis longtemps le monde en coupe réglée. Cette caste est au sommet du véritable pouvoir mondial et elle est conseillée par une élite intellectuelle de quelques centaines de membres, fortement convaincus de la nécessité de remplacer les formes actuelles de pouvoir qui dirige le monde. Certains de ces conseillers sont membres permanents de l'organisation, d'autres ne sont consultés qu'à l'occasion, pour la réalisation d'un projet ponctuel qui sert le dessein de l'ensemble. L'influence considérable, que cette caste exerce, permet à ses membres de continuer à accumuler richesses et privilèges, mais leur ambition ne s'arrête pas là. Leur but, auquel ils oeuvrent depuis des décennies, est la mise en place d'un gouvernement mondial unique, dirigé par eux seulement, et pour leur profit exclusif. Le processus de transition est insidieux, secret, et s'opère de façon parfaitement planifiée au rythme des réunions de leurs membres. Tous les membres de la caste ne s'exposent pas au public, et la grande majorité reste dans l'ombre, gardant le plus total anonymat. Certains membres, tels David Rockefeller, incontestable figure de proue du nouvel ordre mondial, s'exposent en apparaissant dans les réunions. Les membres de la caste supérieure et leurs conseillers sont organisés en « sociétés de pensée (think tank) », d'aspect anodin et parfaitement inoffensif, de nature à ne pas inquiéter les observateurs extérieurs. Les réunions, tenues périodiquement, se prolongent par de nombreux contacts restreints entre des membres de sous-commissions, sur un problème particulier qui concerne un point précis, et l'ensemble est organisé en faisceaux regroupés au niveau supérieur. Les résultats s'obtiennent de façon incrémentale et itérative, chaque victoire gagnée permettant de passer à l'étape suivante, suivant un programme dont les grandes lignes ont été tracées dès l'origine, mais qui s'affine plus le grand-œuvre s'accomplit. Cette tâche gigantesque a été décidée et conçue par quelques-uns des plus brillants cerveaux de la planète, tous persuadés que ce système est le plus approprié à l'espèce humaine. Certains d'entre eux, peu nombreux, le font par seule conviction sans en tirer un profit autre que la satisfaction d'appartenir à une élite, d'autres en sont les bénéficiaires privilégiés et se réservent la part du gâteau. Ça vous semble être du délire n'est-ce pas ! Ça l'est, mais hélas bien réel. L'établissement d'un gouvernement mondial totalitaire, d'où seront probablement exclus certains, comme les Africains qu'on tue à coup de Sida, et d'autres dont on aura la peau avec le Sars ou d'autres saloperies. Avec David Rockefeller qui affiche ouvertement la donne vous douteriez encore ?

A côté de ce que nous concoctent ces messieurs, les atrocités du 20e siècle apparaîtront comme de joyeuses réjouissances. Le troisième millénaire promet d'être gai, très gai. A force d'avoir déifié l'argent, nous sommes en passe d'en devenir les esclaves. Alors réveillons-nous ou mourrons...

Le but de ces réunions annuelles semblait être à l'origine de reconstruire l'Europe après la fin de la seconde guerre mondiale et de lutter contre le communisme. Mais ne nous y trompons pas, David Rockefeller déclarait lors d'une réunion de la trilatérale en 1973 au sujet de la révolution chinoise : « *Quelque soit le prix de la révolution chinoise, elle a manifestement réussi non seulement à produire une administration plus efficace et plus investie, mais également en stimulant le moral et le sens de l'objectif dans la communauté... L'expérience sociale en Chine sous la conduite de Mao de Président est une des plus importante et des plus réussie dans l'histoire humaine.* » Il a mis également en garde les personnes présentes au conseil économique des Nations Unies le 14 septembre 1994 : « *Mais l'occasion que nous avons actuellement d'établir un ordre véritablement paisible et interdépendant du monde ne durera pas. Déjà il y a des forces puissantes au travail qui menacent de détruire tous nos espoirs et nos efforts qui visent à ériger une structure durable globale de l'interdépendance.* »

En mai 1973, le Groupe de Bilderberg aurait décidé d'augmenter le prix du pétrole de 400 %. Henry Kissinger, membre du groupe, aurait alors selon l'écrivain F. William Engdahl orchestré la guerre de Kippour opposant l'Israël à l'Egypte et à la Syrie en Octobre 1973. Protégé du milliardaire David Rockefeller (membre fondateur), Kissinger aurait mis tout en oeuvre pour satisfaire les intérêts du Groupe. Il négocia une paix très favorable pour l'Egypte, qui récupéra des puits de pétrole. L'objectif principal de cette stratégie était de s'assurer que les milliards de pétrodollars des puits arabes seraient investis dans des banques de Londres et de New York. Ceci devait permettre de stabiliser le dollar qui, n'étant plus indexé sur l'étalon-or depuis 1970, était alors menacé d'une brusque dévaluation¹.

Il semble que des organisations comme le World Economic Forum, le Club de Rome ou encore le G7 aient été élaborées au cours des réunions des bilderbergs².

¹ voir la dépêche. L'information a été répercutée sur de nombreux sites Indymedia

² Côté français, le journaliste Bernard Guetta, lorsqu'il dirigeait le « *Nouvel Observateur* », a été invité à la conférence de 1998 (Turnberry, Ecosse) ; Eric Le Boucher du « *Monde* » à la conférence 1999 (Sintra, Portugal) ; Nicolas Beytout, de RTL puis Europe 1 en passant par TF1 et les « *Echos* », a participé à la conférence 2001 (Stenungsund, Suède), comme il nous l'a confirmé dans un courrier électronique du 18 juin 2001.

Notes tiré de :

1. <http://www.chez.com/frenzy/Bilderberger.htm>
2. www.oulala.net/Portail/article.php3?id_article=695
3. <http://www.bilderberg.org/>
4. <http://rr0.free.fr/Bilderberg.html>

Le point de vue de terre d'escale : tiré de http://www.terredescale.net/article.php3?id_article=153

En 1998, un journaliste écossais qui a voulu transmettre des informations à propos d'une de ces conférences a été arrêté et détenu plusieurs heures³. En 1976, selon un sociologue britannique à qui l'on doit une étude sur la genèse du fameux club, le journaliste Gordon Tether aurait perdu sa place au « *Financial Times* » pour avoir tenté de publier un article de trop sur le sujet. Un an plus tôt, ce journaliste s'était distingué en expliquant dans les colonnes du grand journal britannique que, « *si le groupe Bilderberg n'a rien d'une conspiration d'aucune sorte, tout est fait comme s'il s'agissait d'en donner l'apparence* »⁴.

Nonobstant, quelques articles sont parus çà et là sur son compte, dans une presse principalement anglo-saxonne⁵, et des auteurs crédibles commencent à lui consacrer quelques-uns de leurs paragraphes. On peut ainsi se référer aux évocations proposées chez Denis Robert, J. Mander et E. Goldsmith, ou encore l'Observatoire de l'Europe industrielle⁶. Il est également arrivé à des institutions officielles de lâcher quelques bribes d'information. Devant ces débuts de médiatisation, et pour endiguer les rumeurs de conspiration qui circulent sur son compte, le « steering comitee » du groupe a pris l'habitude de se fendre d'un communiqué en ouverture de ses conférences et de fournir la liste des participants⁷.

La question soulevée par l'existence d'un tel organe est celle de son influence supposée dans les décisions politiques prises par les institutions (gouvernements, Union européenne, organisations internationales, institutions monétaires, etc.). Il s'agit là d'une question importante qui concerne directement la démocratie. A la critique de cette influence potentielle est systématiquement opposée une minimisation de la portée politique des débats organisés au sein du club. Essayons de traiter la chose, en nous efforçant de faire la part de la réalité entre un langage officiel lénifiant, et les excès d'une vision qui ferait du mystérieux gang une sorte de « gouvernement mondial » secret. Nous verrons alors dans quelle mesure la singularité du groupe peut justifier une dénonciation particulière, en particulier dans le contexte de la défense contre la globalisation dite libérale.

Positions personnelles

Le groupe Bilderberg se présente comme un « *forum international* » où des « *dirigeants politiques et économiques expriment leur position personnelle sur des thèmes d'intérêt général, notamment dans les domaines de la politique étrangère et de l'économie internationale* »⁸.

La conférence qui s'est tenue en Suède entre les 24 et 27 mai 2001 accueillait des personnalités comme Michel Bon (France Télécom), Jürgen Schrempp (Daimler-Chrysler), les commissaires européens Pascal Lamy, Mario Monti et Franz Fischler, le secrétaire général de l'OTAN George Robertson, l'actuel président du Parlement européen Pat Cox ou encore Jean-Claude Trichet ; elle était consacrée à des sujets aussi

³ Question H-932/98 posée à la Commission européenne par la députée Patricia McKenna, session novembre II 1998, Parlement européen.

⁴ L'étude du sociologue britannique Mike Peters est consultable à cette adresse . Toute une bibliographie et d'innombrables articles (de sources bigarrées) sont disponibles sur ce site non officiel. Mais l'étude de M Peters est notamment recommandée par le professeur Patrick Minford, de la Cardiff Business School, dont les références et les fréquentations ne font pas de lui un anti-capitaliste frénétique

⁵ « *The Guardian* » et « *The Observer* » ont publié plusieurs articles sur le sujet. La conférence 2001, qui s'est tenue non loin de Göteborg, a été traitée par le journal suédois « *Dagens Nyheter* ». La participation de Bill Clinton à la conférence de 1991, soit un an avant son arrivée à la Maison-Blanche, a été évoquée par le « *Washington Post* » le 27 janvier 1998 .

⁶ « *Révélation\$* » de Denis Robert (Les Arènes, 2001) ; « *Le procès de la mondialisation* » d'Edward Goldsmith et Jerry Mander (Fayard, 2001) ; « *Europe Inc. Liaisons dangereuses entre institutions et milieux d'affaires européens* », Observatoire de l'Europe industrielle (Agone, 2000).

⁷ Les communiqués du groupe Bilderberg sont eux aussi disponibles sur le site .

⁸ Cette définition est également celle que donne la Commission européenne (réponse à la question H-932/98 de Patricia McKenna, novembre 1998).

variés que la sécurité alimentaire ou l'avenir de l'OTAN⁹. Le groupe Bilderberg est donc un « forum international » où un patron d'opérateur de télécommunications peut exprimer en compagnie de dirigeants d'institutions sa « position personnelle » à l'égard de notre nourriture ou de partenariats stratégiques et militaires.

Cela veut-il dire que les industriels qui fréquentent le Bilderberg expriment forcément leur « position personnelle » de manière systématique et sur tous les thèmes abordés pendant les conférences ? Selon le journaliste Nicolas Beytout, les dirigeants d'entreprises viennent surtout « compenser leur manque » de connaissances dans les différents domaines traités¹⁰.

Cela signifierait que le patronat mondial pourrait avoir plus de choses à entendre de la bouche d'un secrétaire général de l'OTAN que ce que dit ce dernier dans ses communiqués de presse et dans ses interviews. Que cela soit substantiellement le cas ou non, nous sommes en face d'une situation où des figures du secteur privé participent à des séminaires secrets d'information politique, diplomatique et militaire.

Enfin, une relation a été constatée entre les domaines dans lesquels des participants, en particulier des commissaires européens, exercent des responsabilités institutionnelles, et des sujets de débats prévus dans ces conférences : par exemple l'avenir de certains pays candidats à l'adhésion à l'Union européenne, le marché UE/USA ou encore le marché intérieur européen¹¹, et ce dans des périodes où ces thèmes remplissaient probablement l'actualité internationale. Si « aucune décision formelle » n'est prise à la faveur de ces réunions, on peut néanmoins augurer de l'influence probable que peuvent exercer celles-ci sur les choix qui s'ensuivent dans les cadres officiels. À certains moments de l'histoire, cette influence a pu se montrer singulièrement décisive¹².

Confidentialité, vis-à-vis de qui ?

Ces conférences annuelles où des dirigeants « expriment leurs positions personnelles » se déroulent dans une confidentialité quasi complète, qu'elles se tiennent en Europe ou aux Etats-Unis.

Comme le défend le professeur Patrick Minford, dans un « monde libre », rien ne doit pouvoir empêcher des individus de quelque qualité que ce soit « *d'avoir des discussions secrètes* » et de parler librement entre eux.

Sauf que : les conférences Bilderberg n'ont, dans le fond, pas grand-chose de confidentiel. C'est ce que je déduis de mon échange avec le journaliste Nicolas Beytout. Pour Nicolas Beytout¹³, la confidentialité « totale » qui viserait à garantir aux Bilderbergers « *une liberté de ton [là encore...] totale* », est exigée « *vis-à-vis des médias* ». Et il précise : dans la mesure où « *les sujets [abordés au cours de ces week-ends élitistes] portent plus à réflexion qu'à information, les médias n'y trouvent pas, en général, leur compte* ».

Les médias trouvent leur compte dans les conférences Bilderberg, puisque non seulement les sujets abordés sont traités par la presse lorsqu'ils font l'objet de débats officiels et médiatisés, mais encore parce que ces conférences accueillent chaque année plusieurs journalistes et patrons de rédactions¹⁴. Mis devant cette contradiction, M. Beytout se garde de répondre clairement, et évoque l'utilité pour les « hommes de presse » de participer à ces réflexions « *dans ce qu'ils peuvent ressentir de l'évolution des opinions* »¹⁵. Tiens donc. S'il s'agit de rendre compte des états d'âme de l'opinion publique aux séminaristes prestigieux du groupe Bilderberg, ceux-ci pourraient pourtant lire les sondages et les articles que des journaux sérieux sont supposés fournir sur le sujet...

⁹ L'inscription de la sécurité alimentaire, de l'agriculture, de l'avenir de l'OTAN, de la défense européenne, de l'élargissement de l'UE, de la globalisation, de la Chine et de la Russie au menu des discussions de la conférence 2001 est révélée dans le communiqué de presse du 24 mai 2001. Ces thèmes, ainsi que, mais de manière implicite, la présence de Michel Bon, m'ont été confirmés par Nicolas Beytout (courrier électronique du 25 juin 2001). Cette conférence comptait à peu près une centaine de participants.

¹⁰ Courrier électronique du 25 juin 2001.

¹¹ Question H-932/98 de Patricia McKenna, novembre 1998.

¹² Selon Mike Peters, qui cite l'ancien ambassadeur des Etats-Unis en Allemagne de l'Ouest George McGhee, le groupe Bilderberg joua un rôle principal dans la gestation des Traités de Rome, qui instituèrent en 1957 la Communauté économique européenne (CEE) et l'Euratom.

¹³ Courrier électronique du 18 juin 2001.

¹⁴ Etaient invités à la conférence 2001 des représentants des *Echos* et RTL (France), du *Washington Post* (Etats-Unis), du *Times*, du *Financial Times*, de *The Economist* (Royaume-Uni), du *National Post*, de *l'International Journal* (Canada), de *Die Zeit*, du groupe Burda Verlag (Allemagne), de *La Stampa* (Italie) et de *Politiken* (Danemark).

¹⁵ Courrier électronique du 25 juin 2001.

Le groupe Bilderberg ne cultive donc pas de confidentialité à l'égard de la presse : il n'a rien à cacher à celle-ci puisqu'elle est invitée aux débats. Il s'agit en réalité de faire observer par les médias le respect d'une « confidentialité totale » vis-à-vis de leur public, c'est-à-dire vis-à-vis des citoyens.

Cette confidentialité partagée par la presse alimente le défi que pose ce « forum » à la démocratie. Il est probable que les gourous du groupe Bilderberg entendent conjurer le discrédit que pourrait jeter sur les institutions démocratiques l'existence au vu et au su des citoyens d'un type de forum aussi original, ce qui n'est pas signe d'une conscience tranquille dans le fond. Ulf Bjereld, professeur de sciences politiques à Göteborg, résume ainsi la situation : « *des gens de pouvoir élaborent des consensus derrière des portes closes sur des enjeux politiques d'actualité* »¹⁶. Des décisions politiques officielles peuvent être conditionnées ou prédéterminées par des ententes dont nous ignorons, en raison du secret qui les entoure, les véritables tenants et promoteurs.

En outre, bien qu'ils soient privés, chacun de ces grands rendez-vous annuels bénéficie des services de protection du pays qui l'accueille. Les gouvernements couvrent donc l'existence de ces rencontres secrètes. Les contribuables, qui ne bénéficient pas de la protection de l'armée ou des services secrets quand ils organisent un barbecue, financent la discrétion et la sécurité d'un séminaire select et underground où l'élite occidentale — c'est-à-dire « mondiale » — discute de l'avenir de la société à leur insu.

Mais qui, précisément, discute de l'avenir de la société à notre insu ?

L'Internationale Capitaliste

Nous avons déjà entrouvert la porte et pu apprécier la qualité de quelques personnes prises en pleine « bilderbergerie ». Ouvrons davantage. Il nous faut distinguer maintenant les figures permanentes du clan et les invités occasionnels.

Les grands cardinaux de ce conclave planétaire sont, pêle-mêle, des patrons de banques (Lazard Frères & Co., Barclays, Chase Manhattan Bank, Goldman Sachs, Deutsche Bank, Société générale de Belgique, UBS-Warburg, ex-Paribas), des administrateurs de groupes industriels (Unilever, Fiat, Daimler-Chrysler, Xerox Company, Lafarge, TotalFinaElf, etc.), plusieurs Commissaires européens (Mario Monti a siégé plusieurs années au comité directeur du Bilderberg), des responsables de grands instituts d'études (l'IFRI s'agissant de la France), un secrétaire général de l'OTAN, un dirigeant de la Banque mondiale ou du Fonds monétaire international, un célèbre criminel de guerre toujours en liberté et dont le calepin renferme les noms de plusieurs dictateurs et de patrons de la CIA¹⁷, ou encore des hommes d'affaires si proches des milieux politiques que l'un d'eux a pu longtemps être considéré comme un « secrétaire d'Etat officieux » des Etats-Unis, une sorte d'« ambassadeur extraordinaire » de l'Amérique¹⁸.

Riche d'une telle composition, le groupe Bilderberg aurait contribué au fil de ses cinq décennies de palabres « *à instaurer le type de capitalisme que nous connaissons aujourd'hui et à solidariser entre elles les principales élites mondiales des affaires* », comme l'explique le rédacteur en chef d'un journal suédois¹⁹. En somme, le Bilderberg abrite des discussions sur des thèmes « d'intérêt général » menées par une caste aux « intérêts » éminemment particuliers.

Cette Internationale Capitaliste accueille en sus, dans le huis clos de ses jamborees annuels, des « personnalités influentes » sélectionnées avec soin et qu'on remplace tous les ans. Pour ces chanceux, l'honneur de recevoir une invitation au Bilderberg est la plupart du temps le signe d'une consécration prestigieuse dans leur carrière. On peut trouver cela puéril, mais c'est comme ça. « *When you have scaled the Bilderberg, you are arrived* », aurait conclu un article de « The Economist » publié dans les années 1980²⁰.

¹⁶ Reuters, 23 mai 2001.

¹⁷ Henry Kissinger, dont les préoccupations d'ordre judiciaire dans plusieurs pays d'Europe ne sont peut-être pas étrangers à la délocalisation aux Etats-Unis de la conférence 2002 (lire « *Les crimes de monsieur Kissinger* », de Christopher Hitchens, Saint-Simon éd., 2001).

¹⁸ L'homme d'affaires David Rockefeller, ainsi qualifié par « *Le Monde* » (26 octobre 2001). On doit à David Rockefeller, patron de la Chase Manhattan Bank, cette espèce de... prospective : « Quelque chose doit remplacer les gouvernements, et le pouvoir privé me semble l'entité adéquate pour le faire » (*Newsweek International*, 1er février 1999). David Rockefeller a siégé pratiquement à toutes les conférences du groupe Bilderberg depuis la première, en 1954. Classé républicain, il a fondé la Commission Trilatérale au début des années 1970 avec son ami le démocrate Zbigniew Brzezinski.

¹⁹ Goran Greider du « *Dala-Demokraten* » (Reuters, 23 mai 2001)

²⁰ « *Elite and Discreet* », .

Outre des représentants de la presse et des médias comme nous l'avons vu, figurent ainsi d'autres personnalités de la finance et représentants de firmes industrielles (Monsanto, Ford, Philips, Nestlé, etc.), des ministres européens en exercice, des sénateurs et secrétaires gouvernementaux nord-américains, des économistes, des responsables de partis politiques, etc.

Au chapitre politique, la France a été représentée ces dernières années par Hubert Védrine (1992), alors secrétaire général de la Présidence de la République ; Patrick Devedjian (1993), Laurent Fabius (1994), Pierre Lellouche (1996) ou encore Lionel Jospin (1996). Quatre décennies plus tôt, les discrets et puissants fondateurs du groupe Bilderberg invitaient à leur conférence inaugurale Antoine Pinay (droite) et Guy Mollet (socialiste)²¹. Côté anglo-saxon, retenons les participations de Bill Clinton, introduit dans le club en 1991 grâce aux soins de son ami Vernon Jordan, et probablement de Tony Blair en 1993 et en 1998. MM. Blair et Clinton, comme probablement d'autres personnalités politiques, auraient ainsi été briefés (par le sommet de l'élite financière et industrielle) peu de temps avant leur arrivée au pouvoir (soutenus par les financiers et les industriels).

Riche d'une telle clientèle, le groupe Bilderberg n'a-t-il pas les attributs qui feraient de lui l'un des principaux cercles où se pilotent consensuellement à la fois la construction européenne depuis ses débuts, et la globalisation dite libérale depuis la chute de l'empire soviétique ? Bilderberg, et alors ?

Le groupe Bilderberg serait donc une sorte de groupe de pression. En quoi se distingue-t-il d'autres groupes de pression ? Cette interrogation peut être utile pour déterminer s'il mérite une médiatisation et justifierait une dénonciation particulière. Dépiautons la bête.

Par sa faculté à appâter vers sa sphère sociale (le nec plus ultra) et idéologique (libérale) des individus d'horizons supposés antagonistes, le groupe Bilderberg constitue un sommet des clubs aristocratiques où se nouent les connivences transversales.

Alors que les discours convenus décrivent une organisation en pans verticaux des appartenances politiques (droite, gauche, centre, extrêmes), les consensus s'élaborent bien souvent selon des modes horizontaux que formalisent divers réseaux ou clubs. En France, le « Siècle », l'ex-Fondation Saint-Simon²², tel institut de recherches politiques ou même une simple chambre de commerce, sont autant de vecteurs de connivence entre droite classique, Parti socialiste, médias et cercles d'affaires. Ils peuvent constituer à cet égard des exemples, à une échelle nationale, de ce qu'est, plus ou moins, le groupe Bilderberg. La singularité de ce dernier subsistant évidemment du point de vue de l'envergure (mondiale) et dans les aspects formels (pas d'existence juridique, clandestinité des rencontres, protection et complicité des pouvoirs publics, aucune formalisation des travaux).

Par sa manie de traiter des thèmes à la fois majeurs et variés de l'actualité politique mondiale et par les fonctions éminentes occupées par ses membres, le groupe Bilderberg exercerait une influence sur l'élaboration des politiques publiques.

Ce genre de rôle est également assumé par des lobbies autrement plus visibles. De nombreuses structures privées publient des rapports annuels (destinés à un lectorat spécifique), adressent des « recommandations » aux gouvernements sur leur politique intérieure, fournissent une expertise et des documents de travail aux institutions, concentrent leurs capacités de pression sur des débats législatifs, élaborent à huis clos les termes des futures négociations de traités relatifs au commerce²³, etc. Contrairement au groupe Bilderberg, les interventions de ces organes sont généralement plus localisées et plus sectorielles. Leurs travaux, souvent publiés, sont exploitables par la critique, tandis que ceux du groupe Bilderberg ne le sont pas. Enfin, ces différents organes sont structurellement extérieurs au pouvoir politique, tandis que le Bilderberg agrège à la fois des personnels politiques et des grands pontes du pouvoir privé.

Le groupe Bilderberg se situe en définitive au confluent de ces différentes catégories.

Sa singularité réside dans la synthèse globale et informelle qu'il constitue. Il serait identifiable à une sorte de clef de voûte de la hiérarchie des connivences. D'autre part, il jouerait un rôle de prescripteur informel, diffus, non démocratique, de la politique et de l'économie internationales en exerçant une sorte de coordination

²¹ Le groupe Bilderberg doit son nom à l'hôtel néerlandais où eut lieu cette première conférence, en 1954. L'hôtel était la propriété d'un des fondateurs du club, le prince et ancien officier SS Bernhard des Pays-Bas. La création du Bilderberg aurait également bénéficié du concours d'un agent des services secrets britanniques, du président de la firme anglo-néerlandaise Unilever, et de Walter Bedell Smith, premier directeur de la CIA (cf. Mike Peters).

²² Sur la Fondation Saint-Simon, lire « *Les architectes du social-libéralisme* », par Vincent Laurent (« *Le Monde diplomatique* », septembre 1998)

²³ A cet égard, lire l'éloquent article « *The WTO's Hidden Agenda* » de Greg Palast, journaliste à la BBC et à « *The Observer* », évoquant des préparations secrètes aux négociations de l'OMC dans le domaine des services (9 novembre 2001).

partielle et implicite des acteurs de différents domaines. Il revêtirait plus ou moins les traits d'une sorte de conseil d'administration du monde, sans l'être formellement bien sûr.

Une chose est certaine : son modèle informel et flexible remplit un besoin qui n'est probablement pas satisfait par d'autres types de plates-formes. Sa longévité prouve la pertinence et le succès de la formule (des personnes extrêmement prises dans leur temps ne s'isoleraient pas du monde pour trois jours de travail, surtout des week-ends fériés, s'il ne s'agissait pas d'obtenir des résultats ou d'en tirer quelque chose de profitable).

Une médiatisation nécessaire

Les structures de lobbying et de connivence sont profuses et leurs interventions innombrables. De ce fait il est difficile de rendre leur action visible auprès du grand nombre. Toutes témoignent cependant d'un mode de fonctionnement de la société occidentale ; et la compréhension de ce fonctionnement par les citoyens est nécessaire à la clarté démocratique.

La médiatisation et la critique du groupe Bilderberg apparaît pertinente dans ce contexte. Le Bilderberg cristallise une certaine idée de la logique d'ensemble qui préside tacitement, par la propagation de discours et de normes, aux comportements des classes dirigeantes occidentales. En outre il faut admettre que les caractéristiques de ses grands-messes sont éloquentes : rencontres en catimini, migration d'une année sur l'autre, protection des services secrets, prestige de ses animateurs, etc. Elles peuvent donc focaliser l'attention. Bien que le « consensus capitaliste » et libéral réside aussi au-delà des hôtels de luxe où les congressistes du Bilderberg se retrouvent annuellement, notre club est un objet d'étude original et révélateur d'une certaine façon dont les jeux de pouvoir se déroulent dans le « monde libre ».

C'est ce genre de message que feront entendre les quelques manifestants américains qui tenteront peut-être de se réunir à l'occasion de la conférence de Chantilly. Henry Kissinger échappera-t-il toujours à son entartement ?

Note : Ce document n'engage que son auteur et en rien le site Internet *Lutte de classe*.